

Rapport d'Evaluation de Protection Effectuée au village Mangina du 17 au 20 décembre 2019



Photo focus group avec les PDIs hommes Pygmées vivant au Site Banganda

I. Contexte et Justification

La situation sécuritaire et de protection dans la région a été volatile pendant depuis le 15 novembre jusqu'au 5 décembre 2019. Elle a été marquée par les affrontements entre les FARDC et les Mai-Mai dans les villages Baeti. Des attaques des présumés ADF ont également été signalées dans la partie ouest et sud-ouest (Mabasele et Pakanza) d'Oicha et ses environs (Mbau, Maleki, Mavete, Kukutama).

Ces situations ont été à l'origine de plusieurs violations de droits humains (des meurtres, des enlèvements et des pillages) contre les civils. Elles auraient provoqué le déplacement forcé d'environ **1226 ménages** des villages ci haut cités vers le village Mantumbi, dans la localité Baliyaya.

Suite aux différentes alertes sur les mouvements des populations que les leaders locaux avaient adressé aux humanitaires ; une mission mixte sécurité HCR et des Assistants de protection d'INTEROS a été diligentée le 10 décembre 2019 à Mangina. Il a été relevé, dans la note produite par cette équipe, la présence d'environ **3413 ménages**¹ PDIs à Mangina et ses environs, présentant des besoins spécifiques de protection.

Pour bien approfondir cette situation de protection, une équipe mobile d'INTEROS-Beni est descendue à Mangina du 17 au 20 décembre 2019, pour y mener une évaluation de protection.

1. Objectif de l'évaluation

- Evaluer la situation sécuritaire et de protection du village Mangina et de ses environs entre novembre et décembre 2019,
- Evaluer les conditions de vie des PDIs,
- Evaluer la situation particulière des enfants PDIs dans la zone,
- Ressortir les gaps en termes d'interventions humanitaires dans la zone,
- Faire une analyse des risques pour les interventions humanitaires et dans le contexte de la riposte contre la MVE,

2. Méthodologie

Pour obtenir les résultats attendus par cette évaluation, les méthodes suivantes ont été mises à profit :

- L'observation libre : Cette méthode nous a permis d'observer et de palper la réalité, les conditions, les difficultés que connaissent les PDIs dans la zone d'accueil,
- 10 focus groups ont été organisés, avec chacun 9 personnes. Ils étaient constitués essentiellement d'hommes, des femmes, des garçons et de filles PDIs et résidents,
- 13 entretiens semi-structurés ont été tenus avec les informateurs clés (Personnels de santé, autorités locales, société civile, comité des PDIs ainsi que les pygmées),

¹ Les autorités locales,

- 7 entretiens individuels ont été tenus avec des personnes présentant des problèmes spécifiques notamment : des vieillards, les survivantes VBG, les victimes des menaces,

II. Présentation de la zone d'évaluation

1. Situation géographique et accessibilité de la zone

Le village Mangina est situé à 30Km au sud-ouest de Beni ville. Il est constitué de cinq Quartiers : Mangina, Masimbembe, Kasithu, Home et Mangodomu. La route Beni-Mangina est en terre battue. Elle est accessible par tous types d'engins, passant par le village Kyanzaba (15Km à l'ouest de Beni-ville), dans la localité Batangi-Bingo en groupement Batangi-Mbau.

La PNC, l'ANR et des FARDC sous commandement Sokola 1^{er}, assurent la sécurité sur cet axe routier. Les villages Mununze et Ngoyo², qui sont proches de Mangina, ont été aussi concerné par cette évaluation. L'accessibilité dans ces villages est possible, sauf pendant la période pluvieuse où, seuls les véhicules 4x4 y accèdent.

2. Situation Sécuritaire de la zone

La situation sécuritaire du village Mangina et les villages environnants est relativement calme. Cette accalmie est le fruit de la présence des agents de sécurité (PNC et ANR) dans ce coin.

Il convient néanmoins de signaler l'activisme des Mai-Mai notamment dans les villages se trouvant dans la partie sud-est et sud-ouest de Mangina (Ngoyo, Mabalako, Mununze, Kyanzaba). Ils seraient des présumés auteurs des violations de droits humains contre les civils dans ces agglomérations.

Suite à l'arrivée massif des PDIs dans la zone, les FARDC y ont été déployés depuis le 25 novembre 2019, dans le but de renforcer la sécurité conjointement avec la PNC et l'ANR et, prévenir d'éventuelles menaces des présumés ADF.

² Ils sont situés respectivement à environ 14Km au sud-est et sud-ouest de Mangina,

3. Données démographiques et profil des Populations

On retrouve, dans les villages Mangina, Mununze, Kyanzaba et Ngoyo : les résidents et les PDIs. Les statistiques³ des résidents en 2019 se présentent de la manière suivante :

Communes/Localités	Démographie	Hommes	Femmes	Garçons	Filles
Mangina	70241	14771	15648	19602	20219
Kyanzaba	20142	5571	5767	4428	4376
Mununze	7 843	1306	1502	2033	3002
Ngoyo	8540	1063	1499	2481	3497

4. Dynamique Sociale

Les entités Mangina, Mununze et Ngoyo étaient depuis longtemps occupés majoritairement des Bila et les Pygmées. A ces jours, avec la migration, il s'est ajouté d'autres ethnies telles que les Nande, qui sont devenus majoritaire. Par contre à Kyanzaba, on retrouve les Batangi (autochtones) et les Nandes. Ceux-ci sont devenus majoritaire. Ces différents groupes ethniques cohabitent pacifiquement.

5. Mouvement des populations

Le village Mangina, Mununze, Kyanzaba et Ngoyo sont actuellement des centres d'accueil des PDIs (bantous et pygmées). Ceux-ci proviendraient des villages Mavivi, Mbau, Oicha, Maleki, Musuku, Mantumbi, Baeti, Mavete etc) dans le groupement Batangi-mbau. Actuellement, on y trouve (dans ces quatre villages) environs 3578 ménages PDIs.

Les Bantous vivent, pour les uns dans les installations d'une école maternelle construite par une organisation Internationale et pour les autres, dans les familles d'accueils.

Par contre, les PDIs pygmées vivent dans l'Ep Linzo et le site spontané Banganda, pour éviter le mélange des cultures avec les Bantous. Plusieurs PDIs ont déclaré, lors de l'évaluation, avoir perdu leurs pièces d'identité pendant leur déplacement. Ils sont par conséquent exposés aux menaces d'arrestation illégales par les FARDC et ou autre service de sécurité dans la zone.

³ Sources : Bureau de commune rurale de Mangina, bureau de la localité Batangi-bingo (Kyanzaba), deux airs de santé (Ngoyo et Mununze),

Les statistiques des PDIs dans chaque Village ⁴:

Date	Villages d'origine	Villages d'accueil	Ménages	Hommes	Femmes	Garçons	Filles	Total
Du 15 novembre à nos Jours.	Oicha, Mantumbi, Baeti, Maleki, Mbau, Mavete, Mavivi, etc	Mangina	2548	1469	3399	6924	6112	17904
		Kyanzaba	602	409	581	1556	1453	3999
		Mununze	202	241	267	416	336	1260
		Ngoyo	226	163	177	379	411	1130
Total			3578	2282	4424	9275	8312	24293

Commentaire : Ce chiffre n'est pas définitif car le mouvement de déplacement continue toujours sur Mangina

6. Situation des PDIs à Mangina

Il existe des ménages PDIs à Mangina. Les Bantous (2505 ménages) et les pygmées (43 ménages). Sur les 2548 les ménages PDIs à Mangina, il y a 18 ménages PDIs Bantous qui passent nuit au sein de l'Eglise CBCA Mangina, 18 autres ménages occupent la salle Save the Children Mangina.

Les PDIs pygmées sont pour les uns dans les salles de classes de l'EP Linzo (19 ménages) et les autres au site Banganda⁵ (14 ménages). Les PDIs pygmées dans ce site sont exposés au risque d'attaques, par rapport à sa localisation⁶. Ce carrefour est considéré comme le point d'entrée et de sorti d'hommes armés dans le village Mangina.

III. Menaces aux droits humains et libertés fondamentales

Depuis l'arrivée des FARDC du secteur opérationnel Sokola 1^{er} dans le village Mangina en fin novembre 2019 dans le but de traquer les Mai-Mai, plusieurs violations des droits humains sont signalées.

1. Les violations des droits humains

Avant et pendant leur déplacement, les PDIs disent avoir été confrontés aux nombreuses violations des droits humains (homicide et pillages des biens). Et dans la zone d'accueil, ils sont victimes d'arrestations illégales par les éléments de la PNC et les FARDC ; surtout pour ceux qui avaient perdu leurs pièces d'identité. Les autres seraient victimes d'extorsions de leurs biens, des coups et blessures. Pour ceux qui n'ont plus de pièces

⁴ Source : ONG FAEVU et comités des PDIs Mangina, Kyanzaba, Mununze, Ngoyo,

⁵ Situé à environ 5Km au nord ouest de Mangina centre,

⁶ Situé au croisement des chemins vers Muntumbi, Makusa et Makumo (en Ituri),

d'identités, ils sont limités par rapport à leur circulation dans la zone. Ils ont la crainte des tracasseries et celle d'être assimilés aux Mai-Mai par les FARDC.

Entre novembre et décembre 2019, 26 violations des droits humains commises sur les PDIs à Mangina, Kyanzaba, Ngoyo, Mununze ont été documentés, parmi lesquels 7 cas d'arrestations illégales et 19 cas d'extorsions des biens et des coups et blessures commis par FARDC et PNC.

A cela s'ajoute les cas de tracasseries et des menaces de mort contre certains chefs des villages part des Mai-Mai. Ceux-ci imposent une contribution ou frais de sécurisation de la population auprès de ces chef de villages.

Le cas le plus récent est celui du chef du village Kalibo. Celui-ci a échappé à la mort le 13 décembre 2019, pour n'avoir pas honoré cette contribution du mois de novembre. Il vit en clandestinité jusqu'à ces jours.

2. Les violences sexuelles

Des cas de viols sont enregistrés au village Mangina et à ses environs. Les présumés auteurs sont soit la population civile, soit des hommes armés. Des victimes, pour la plupart, sont orientées vers les structures de prise en charges.

Par contre, d'autres cas ne sont pas orientés pour des raisons ci-après :

- La faible sensibilisation en matière des SGBV,
- L'ignorance de structures de prise en charge par des victimes et la communauté,
- La rupture des stocks de kits-pep (CS Mangina depuis le mois de novembre),

D'autres formes de VBG sont enregistrées dans cette zone : des grossesses précoces (filles de moins de 18ans) sont découvertes pendant les consultations prénatales. La présence de nombreuses maisons de tolérance serait aussi parmi les facteurs influençant les SGBV dans la zone. Par exemple pour le seul village Mangina, 25 maisons de tolérance (Q.G)⁷ , y compris des bistrots fonctionnels jours et nuits, sont identifiés.

Ci-dessous, tableau synthèse des cas de viols et des grossesses précoces (novembre-décembre 2019), enregistrés dans certaines structures de la zone de santé de Mabalako⁸.

⁷ Source : Bureau Genre Mangina

⁸ Sources : Centres de santé Mangina, Kyanzaba, Mununze, Ngoyo,

Villages	Nbre de cas de Viol reçus pour la prise en charge	Observation	Nbre des cas de grossesse précoce (< 18ans)
Mangina	4	Orientation des cas et Réception des Kits pep	55
Kyanzaba	3	Orientation des cas et Réception des Kit pep	16
Mununze	0	Absence du Service de prise en charge des VVS	14
Ngoyo	0	Absence du service de prise en charge des VVS	13

3. Protection de l'enfance

Les différentes attaques et incursions des présumés Mai-Mai dans la zone, ont de l'influence sur l'éducation des enfants. Lors de déplacement, des familles déchirées ont été séparées. Nombreux parents sont aussi morts laissant ainsi des enfants orphelins. Les enfants séparés restent avec d'autres membres de leurs communautés dans les familles d'accueil avec des difficultés pour leurs survies.

Lors des discussions de groupe, certaines familles PDIs ont déclaré avoir des difficultés d'encadrer leurs enfants depuis leur arrivée dans la zone, suite au manque d'occupation et leur non scolarité. Des enfants se livrent au vagabondage. Cette situation les expose aux risques d'exploitation économique, la pratique de sexe de survie et l'exploitation sexuelle des filles adolescentes. Aussi, il y a risque d'enrôlement dans les groupes armés.

Tableau des enfants séparés et orphelins de Massacre dans la zone Mangina⁹

Commune/Village	Enfants Séparés			Orphelins des massacres		
	Nombre	Garçons	Filles	Nombre	Garçons	Filles
Mangina	51	29	22	5	2	3
Mununze	5	1	4	-	-	-
Kyanzaba	9	4	5	5	1	4
Ngoyo	1	1	-	3	-	3
Total	66	35	31	13	3	10

⁹ Source : Les PDIs dans le focus group,

IV. Analyse des risques sur les interventions humanitaires dans le contexte de la riposte contre la MVE

D'une manière générale, les activités de la riposte contre la MVE sont acceptées par la population de Mangina et de ses environs. Cette population s'engage en accompagnant les équipes de la riposte pour l'éradication totale et définitive de cette maladie dans la zone.

L'inexistence des groupes de pressions (Véranda Muchanga, Lucha, etc) dans la zone, réduit les risques des répressions et soulèvement populaire contre les activités humanitaires et de la riposte particulièrement.

Des Mai-Mai actifs dans cette partie du territoire de Beni initient des activités d'entretien de certaines axes routières avec la population, en accord avec la PNC, pour faciliter les équipes de la riposte d'atteindre facilement les malades dans les périphéries de Mangina pour leur évacuation vers le centre de traitement.

Néanmoins, la persistance de la MVE et les rumeurs sur la réinfection des certains anciens malades guéris d'Ebola dans les villages périphériques de Mangina risquent de susciter l'esprit de soulèvement de la population. L'exemple le plus récent est le décès signalé, il y a deux semaines, d'un motard de Mabalako, ancien malade d'Ebola guéri, qui a été de nouveau réinfecté plusieurs jours après sa sortie du CTE de Mangina.

V. Limitations aux services sociaux de base

1. Ames /Abris

Pendant leur déplacement, les PDIs disent avoir abandonné la grande partie de leurs biens de ménages. Dans la zone de déplacement, ils ont été reçu dans les familles d'accueils, les Eglises et dans les écoles, dans lesquels ils vivent dans la promiscuité. Il y a risque de contamination de maladie.

A Mangina, par exemple cinq ménages vivent dans la salle de l'Ecole Maternelle construite par Save the Children, à côté du bureau de Quartier Home.

A Mununze par contre, 20 personnes vivent dans une maison de 2 chambres et 18 personnes dans une maison de 4 chambres.

A Kyanzaba, face à cette situation, le risque de contamination de ces PDIs à la maladie à Virus Ebola serait probable vu la présence de l'épidémie dans la Zone

2. Accès aux soins de santé

Les PDIs tout comme la population hôte bénéficient de la gratuité de soins dans les centres de santé qui sont appuyés grâce au programme de la riposte contre la MVE.

Cependant, certaines modalités de prise en charge des malades sont préétablies dans les structures par la coordination de la zone de santé. Cette gratuité concerne les soins en ambulatoire et va jusqu' au 31 décembre 2019.

Par contre, des frais sont fixés pour les malades hospitalisés et ceux qui nécessitent une intervention chirurgicale. D'où la difficulté pour les PDIs de trouver et de payer les factures une fois qu'ils sont hospitalisés.

3. Moyen de subsistance

Jus que maintenant, les PDIs vivent des collectes des vivres facilitées par la société civile et les autorités locales. Pour subvenir à leur besoin, certains sont utilisés pour des activités journalières par la population hôte en contrepartie d'une petite rémunération en nature tout comme en argent (2000Fc). Ceci demeure insignifiant pour couvrir leurs besoins. Toutefois, l'Unicef a organisé une assistance en AME en faveur des 2382 ménages PDIs sur 2548 vivant à Mangina du 19 et 20 décembre 2019. Les 166 menages autres sont arrivés après.

4. Accès à la terre et des biens

L'accès à la terre est favorable pour les PDIs. Certains PDIs commencent à bénéficier des lopins des terres auprès de leurs familles d'accueils pour des activités champêtre. Néanmoins, ils sont confrontés aux difficultés d'avoir des semences. Cependant, les FARDC ont interdit les civils, depuis leur arrivée au début décembre 2019, de fréquenter les champs se trouvant dans la partie Nord de Mangina. Cette interdiction est consécutive aux opérations contre les présumés ADF et les Mai-Mai. Cette situation a un impact négatif sur l'économie de ménage de la population autochtone et PDIs de cette partie du territoire qui vit majoritairement de l'agriculture, principale source de leur revenue.

5. Accès à l'Education

La majorité des enfants PDIs en âge scolaire ne sont pas scolarisés dans les écoles se trouvant dans leurs zones de déplacement suite à l'insuffisance des moyens de leurs parents pour leur payer les fournitures scolaires. D'autres parents refusent carrément d'intégrer leurs enfants dans les écoles de la place suite à l'instabilité sécuritaire du territoire, mais aussi certains doutent de l'effectivité de la gratuite de l'enseignement.

6. Accès à la Justice

Les PDIs bénéficient d'une justice équitable au même titre que la population hôte. En cas des problèmes et autres difficultés, ils bénéficient de l'assistance des autorités locales pour trouver solution.

Recommandations

Domaines	Recommandations	Acteurs de suivi	Niveau d'exécution
Protection	- Plaider auprès des autorités à livrer les attestations de perte de pièce en faveur des PDIs ayant perdu leurs pièces pendant le déplacement,	UNHCR et CNR	Très urgent
	- Suivre la Situation des Enfants séparés et Orphelins de Massacre vivant à Mangina et environs,	UNICEF et ses Partenaires	Très urgent
Sécurité Alimentaire	- Organiser une distribution en vivre et en Cash en faveur des PDIs vivant aux villages Mangina, Mununze, Kyanzaba et Ngoyo,	PAM, SAMARITAN PUR'S	Urgent
	- Appuyer les PDIs de Mangina, Kyanzaba, Mununze et Ngoyo en semence agricole,	WHH, Tearfund et ses Partenaires	Urgent
AME/Abris	- Construction d'Abris d'urgence aux PDIs Bantous et Pygmées vivant dans les Ecoles et Eglises à Mangina,	UNHCR et ses Partenaires	Très urgent
	- Distribuer les AME aux 166 ménages PDIs et autres nouveaux venus n'ayant pas bénéficiés de la première,	UNICEF	Urgent

Monitoring de protection